



## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

### **Non à l'état d'urgence et à la privation de libertés. Oui à un plan d'urgence pour l'hôpital et l'École publique**

Les annonces mercredi 14 octobre du Président de la République pour lutter contre la montée de l'épidémie démontrent une fois de plus que les décisions de ce gouvernement sont incohérentes, inefficaces et principalement guidées par une idéologie ultra libérale et autoritaire.

Le gouvernement a démontré son incapacité à gérer intelligemment et efficacement une crise sanitaire : stocks stratégiques de masques, de réactifs pour les tests, de médicaments insuffisants voire inexistantes en mars, campagnes de tests non ciblées avec des résultats délivrés bien trop tard rendant les tests inutiles à l'automne, messages contradictoires adressés à la population.

Par ailleurs, le fameux « quoi qu'il en coûte » s'est certes traduit par le financement du chômage partiel mais surtout par l'instauration d'un plan de relance au grand bénéfice des entreprises sans la moindre contrepartie pour l'emploi. Quant aux services publics, pourtant indispensables, aucune mesure n'a été envisagée pour améliorer leur fonctionnement dans la période.

Le Ségur de la santé (dont les mesures budgétaires sont compensées par une baisse des dépenses de santé de la Sécurité sociale) n'a en rien permis de régler la crise de l'hôpital et du système de santé. Alors que le président affirme que le gouvernement a tiré les enseignements de la première vague Covid, le ministère continue de fermer des lits et n'a pas augmenté les capacités d'accueil permanentes en réanimation depuis la crise, alors que les personnels, exténués, continuent de faire face tant bien que mal. Les augmentations de salaire insuffisantes ne permettent pas d'attirer des nouveaux personnels qui connaissent trop bien les conditions de travail inacceptables à l'hôpital qu'aggrave encore ce gouvernement. Quant aux volontaires venu-es prêter main forte dans les services au printemps, le gouvernement a refusé de leur verser la prime Covid... Tout ceci participe activement à l'épuisement actuel des personnels.

De même, dans l'Éducation nationale, et contrairement à ce qu'a pu faire l'Italie, le gouvernement n'a en rien anticipé la rentrée de septembre ni injecté des moyens d'urgence pour permettre la distanciation physique, l'aération des locaux ou le lavage régulier des mains, qu'il prône partout ailleurs. Si le gouvernement vante la limitation des regroupements à 6 personnes, des lycéen-nés, par exemple, passent 8h par jour dans des salles difficiles à aérer à 35 élèves sans distanciation. C'est à croire que le virus s'arrête aux portes des écoles et établissements !

Rien non plus n'a été fait pour permettre la prise en compte pédagogique des difficultés des élèves engendrées par le confinement. Le ministère demeure sourd aux exigences des organisations syndicales sur ces sujets ainsi que sur la gratuité des masques pour les élèves et personnels.

Devant son incurie, le gouvernement préfère rendre responsable la population de la remontée épidémique et choisit de bafouer les libertés individuelles en relançant l'état d'urgence sanitaire et

en instaurant un « couvre-feu » dans certaines métropoles. Les travailleurs et travailleuses doivent sortir pour travailler - et l'École, pour cela, doit accueillir leurs enfants dans des conditions dégradées - mais ne peuvent pas se déplacer librement le soir ! C'est inacceptable.

La CGT Éduc'action exige l'abrogation de l'état d'urgence et de ce couvre-feu. Elle réaffirme la nécessité d'ouvrir en urgence et de façon pérenne des lits d'hôpitaux en augmentant immédiatement et drastiquement les postes et les salaires à l'hôpital. Elle continue aussi d'exiger des postes et des locaux en urgence dans l'Éducation nationale pour permettre distanciation et remédiation pédagogique, ainsi que la fourniture des matériels de protection de qualité et en quantité suffisante pour tous les agent·es et les élèves.

Montreuil, le 15 octobre 2020